

REPUBLIQUE DU BURUNDI



REPUBLIKA Y UBURUNDI

0

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE MADAME
SERAPHINE WAKANA, MINISTRE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION, A LA 13eme SESSION DE LA
COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Theme: Concretisation des engagements politiques

New York, le 22 avril 2005

(Verifier au prononce)

**Monsieur le President,
Distingues Delegates,**

Au nom du Gouvernement du Burundi que j'ai le privilege de représenter dans ce forum, j'ai l'honneur de vous transmettre les meilleures salutations et les hommages du Peuple Burundais.

Vous me permettrez ensuite de saluer le dynamisme du Président de la Commission du Développement Durable pour les efforts inlassables qu'il fournit dans la conduite des travaux de cette treizième Session annuelle, qui constitue une occasion importante pour le rapprochement des peuples sur fond de solidarité, pour nous engager collectivement à la résolution des grands défis du Millénaire, dont la promotion du développement et la lutte contre la pauvreté.

Dans ce cadre, des recommandations pertinentes et réalistes sur les trois thèmes examinés en vue d'accélérer les progrès dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains, sont hautement appréciées.

Nous notons par ailleurs que le principal problème auquel sont confrontés les Pays les Moins Avancés (PMA) comme l'ensemble des pays africains, et qui contrarie la pleine réalisation des objectifs dans ces domaines est la persistance de la pauvreté, voire même, dans certains cas la progression de son incidence.

Le niveau des investissements dans ces pays est devenu si faible qu'il ne peut plus répondre aux besoins minimaux de renouvellement.

Mon Gouvernement appelle donc à un financement beaucoup plus conséquent de la part des donateurs, afin de pouvoir investir bien davantage dans les infrastructures de base, l'amélioration de l'habitat, l'eau et l'hygiène publique, préalables à toute croissance économique.

**Monsieur le Président,
Distingues Délégués,**

Temoin privilégié et victime des affres d'un conflit interne, le Burundi ne saurait trop recommander à cette session d'approfondir particulièrement la problématique de la reconstruction post conflit. Je suis à cet effet heureux que les organisateurs aient inscrit au programme de la session la question du logement.

Je voudrais insister sur le rôle du financement des programmes de la reconstruction post-conflit. Ce sont des catalyseurs de la consolidation de la paix et la réconciliation nationale, spécialement pour les pays qui sortent des conflits dont mon pays, le BURUNDI. Il faut donc des efforts exceptionnels de la part des pays amis et des organisations internationales pour financer ces programmes.

Nous lançons également un appel en faveur du règlement du problème de la dette des pays pauvres lourdement endettés, en collaboration étroite avec les

pays concernés e plus particulièrement les pays africains.

Il est en effet penible par exemple de constater que les flux financiers qui traversent le monde aujourd'hui ne laissent a l'Afrique qu'une part insignifiante , soit moins de 2 % . Nous observons actuellement une inquietante tendance a la baisse de l'aide au developpement. Il faut inverser la tendance si nous voulons reellement la realisation des objectifs du developpement du millenaire.

Monsieur le President,
Distingues Delegates,

L'emploi est le vecteur qui transforme la croissance en revenus. Dans nos pays pauvres, en l'absence de croissances, c'est le secteur informel, qui constitue une source alternative d'emploi, tant pour les nouveaux arrivants sur le marche du travail que pour les anciens employes du secteur prive et public. Le secteur informel merite donc une attention particuliere de la part des donateurs.

En outre, pour sortir de la pauvrete, une cooperation internationale s'impose en vue de contribuer au renforcement des capacites de production des pays pauvres ainsi qu'a leur competitivite. La mobilisation des ressources interieures et les apports de capitaux externes pour financer le developpement en sont egalement des atouts indeniabes.

Egalement, pour ecarter la menace d'une marginalisation des pays les plus pauvres en proie aux

conflits et aux catastrophes naturelles dans le contexte de la mondialisation des échanges et de l'investissement, nous devons faire appel aux vastes ressources du secteur privé pour appuyer le développement de ces pays.

**Monsieur le President,
Distingues Delegates,**

La question du financement constitue un enjeu *essentiel pour arriver à réduire le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à l'eau potable, à améliorer sensiblement la vie des millions d'habitants dépourvus d'habitat décent et à créer des emplois, facteurs de la préservation de la dignité humaine.*

Notre vœu le plus ardent est que cette session ne soit pas une session de plus, mais qu'elle soit un cadre privilégié pour la formulation des propositions concrètes *de nature à donner un nouvel élan aux pays qui peinent à lever les défis si haut relevés et pour soutenir les efforts de ceux qui sont sur la bonne voie.*

3e vous remercie